

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES CCTP

Numéro de référence du marché : M-DDT19-2024-01

Pouvoir adjudicateur
Monsieur le préfet de la Corrèze
Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)
<p>Par arrêté préfectoral AP-n°119-2022-08-24-00029 en date du 23 août 2022 portant délégation de signature à Mme Marion Saadé, directrice de la direction départementale des territoires de la Corrèze en matière de pouvoir adjudicateur.</p> <p>Par arrêté préfectoral AP-n°119-2022-08-24-00028 en date du 23 août 2022 portant délégation de signature à Mme Marion Saadé, directrice de la direction départementale des territoires de la Corrèze en matière d'ordonnancement secondaire.</p>
Marché sur procédure adaptée passé en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique
Objet du marché
<p>Cartographie de l'aléa et du risque incendie de forêt</p> <p>et élaboration du Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI)</p>
Remise des offres
Date limite de réception : jeudi 31 octobre 2024 à 12H00

SOMMAIRE

1 – OBJECTIF DE L'ÉTUDE.....	3
2 – CONTEXTE DFCI DE LA CORRÈZE.....	5
3 – CADRE RÉGLEMENTAIRE ET TECHNIQUE.....	5
4 – CONTENU DE L'ÉTUDE DE CARTOGRAPHIE DE L'ALÉA ET DU RISQUE INCENDIE DE FORÊT.....	6
5 – CONTENU DE L'ÉTUDE DE CRÉATION D'UN PDPFCI.....	7
6 – RENDU DE L'ÉTUDE.....	8
6.1 – Pour la cartographie de l'aléa et du risque :.....	8
6.2 – Pour le PDPFCI :.....	8
6.3 – En commun pour les 2 parties du marché :.....	9
7 – DÉROULEMENT ET SUIVI DE L'ÉTUDE.....	9
7.1 – PILOTAGE DE L'ÉTUDE.....	10
7.2 – ÉTAPES DE VALIDATION.....	11
7.3 – DÉLAI.....	12
8 – DOCUMENTS MIS À LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE.....	12
Annexe 1 du CCTP.....	14

INTRODUCTION

La circulaire du 4 mai 2023 n° IOME2308325J des ministres de l'Intérieur et des Outre-Mer, de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, de la transition écologique et de la cohésion des territoires indique que chaque année, plusieurs milliers d'hectares de forêts et d'espaces naturels sont détruits par le feu. Les années 2021 et 2022 ont été le théâtre d'incendies hors normes dans la moitié sud de la France (Gonfaron, Landiras et La Teste-de-Buch) tandis que le risque se généralisait à une grande partie du territoire, touchant des secteurs jusqu'alors peu concernés.

La stratégie française articule son action autour de trois principes généraux : une approche globale permettant une coordination interservices autour d'objectifs communs, la prévention, qui vise à limiter le risque incendie, et l'anticipation, permettant une action de lutte précoce

Fort de ce constat, le préfet de la Corrèze a voulu intégrer le département dans un exercice ambitieux que constitue l'élaboration du Plan Départemental de Protection des Forêts contre les Incendies (PDPFCI).

Au titre de l'article L. 133-1 du Code forestier, la Corrèze n'est pas identifiée comme un département pour lesquels tous les bois et forêt sont considérés comme particulièrement exposés. Cependant, un arrêté, pris au titre de l'article L. 132-1, fixera la liste des massifs forestiers exposés aux risques d'incendie situés en dehors des départements listés au titre du L. 133-1. Cette liste sera mise à jour périodiquement.

Le classement à risque d'incendie pour un territoire entraîne l'obligation d'élaboration par l'autorité administrative d'un PDPFCI. C'est la raison pour laquelle, il a été décidé, en concertation avec les services du SDIS, d'établir, dans un premier temps, une cartographie de l'aléa et du risque (tranche ferme), puis dans un second, de rédiger un PDPFCI (tranche optionnelle) si les conclusions de la première phase indique qu'il existe en Corrèze des massifs boisés à risque.

1 – OBJECTIF DE L'ÉTUDE

Le présent marché comprend 2 parties distinctes :

- la création de la cartographie de l'aléa, des enjeux et du risque d'incendie de forêt sur le département de la Corrèze (tranche ferme) ;
- la création du Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) pour le département de la Corrèze (tranche optionnelle).

L'analyse et la différenciation du risque suivant l'intensité de l'aléa et suivant les enjeux se situent au centre de la problématique traitée par le PDPFCI.

Cette expertise commence par une analyse statistique des incendies et se prolonge par une analyse de l'aléa, à la fois aléa induit et aléa subi, à travers la production de cartes d'aléas et par une analyse des enjeux :

- enjeux humains, en particulier les relations espaces habités/espaces forestiers ;
- enjeux environnementaux représentés par les espèces et espaces protégés dont l'intégrité écologique doit être préservée ;

- enjeux forestiers, notamment en termes de production de bois, de paysage ou de vocation touristique ;
- enjeux patrimoniaux.

L'expertise du risque se termine par le découpage en massifs forestiers homogènes qui seront l'unité territoriale de base de la stratégie DFCI. Ces massifs constituent des bassins de risque.

Cette expertise, comme les autres éléments de construction du PDPFCI, se traduiront par une

cartographie claire et homogène, aux échelles appropriées, de sorte que ces cartes soient faciles d'emploi, opérationnelles et qu'elles traduisent de façon explicite les grands enjeux DFCI du territoire.

La durée prévue du plan est de 10 ans.

Conformément à l'article L. 133-2 du Code forestier, le plan a pour objectifs la diminution du nombre de départs de feux de forêts, la réduction des surfaces brûlées, la prévention des risques d'incendies et la limitation de leurs conséquences, dans l'intérêt des personnes, des biens, des activités économiques et sociales et des milieux naturels.

Ce plan doit permettre de construire, sur des bases législatives et réglementaires établies, un cadre d'évaluation, d'identification des actions et de planification de la politique de gestion du risque d'incendie de forêt, aux échelles spatiales et temporelles les plus appropriées, qui doivent s'inscrire dans un aménagement global du territoire intégrant la forêt, mais aussi les zones urbaines, agricoles et naturelles, aux échelles spatiales et temporelles les plus appropriées.

Le contenu, la portée et le cadre d'élaboration du PDPFCI sont inscrits aux articles L. 133-2 et R. 133-1 à R. 133-11 du code forestier.

L'instruction technique du 16 avril 2020 n° DGPE/SDFCB/2020-242 précise le contenu du PDPFCI et propose un canevas général et définit le mode d'élaboration de ce plan.

L'instruction technique DGPE/SDFCB/2017-392 du 27/04/2017, relative aux conditions de financement, par des aides publiques (programme 149 du budget de l'État), de projets d'investissements relatifs à la défense des forêts contre les incendies (DFCI) est aussi à prendre en compte.

Le plan portera non seulement sur les forêts, les espaces forestiers et les interfaces, mais aussi sur les espaces interstitiels, attenants ou non aux massifs, espaces naturels ou espaces autrefois agricoles, qui représentent un risque fort de départ ou de transmission d'incendie.

De plus en plus présents, ils peuvent dégénérer en feux de forêt. Ils mobilisent les moyens de secours dans le département, qui connaît une déprise agricole localement, et où ces terres en déshérence concourent à l'augmentation des risques.

La meilleure prise en compte de cet enjeu est une des attentes pour la création de ce PDPFCI.

2 – CONTEXTE DFCI DE LA CORRÈZE

Le département de la Corrèze ne faisant pas partie du classement des régions et départements particulièrement exposés au risque incendie en vertu de l'article L. 133-1 du Code forestier, il n'y a donc pas de politique forte en matière de défense de la forêt contre les incendies alors que les feux sont de plus en plus fréquents et extrêmes sur tout le territoire français.

Pour les années 2006-2022 et d'après les données centralisées par le site BDIFF, la Corrèze compte 180 incendies et présente une surface de forêt brûlée voisine de 425 hectares soit 26 hectares par an environ.

Si les surfaces brûlées par hectare et par an restent faibles, ces dernières sont susceptibles de devenir de plus en plus fréquentes.

La DDT de la Corrèze a réglementé l'usage du feu (arrêté préfectoral du 28 juillet 2023).

Les récentes évolutions climatiques et la succession d'étés très chauds et secs sur tout le territoire modifient les zonages de sensibilité des feux au niveau national. Ainsi sur le département de la Corrèze ces dernières années, des sécheresses hivernales ou des déficits en ressource hydrique démontrent que le département n'échappe donc plus au risque incendie.

Suite à un été 2022 particulièrement chaud et sec, un palier a été franchi dans la prise en compte de ce nouveau risque par les services de l'État, les collectivités territoriales mais aussi les acteurs forestiers.

Dans le courant de l'année 2023, les échanges avec les services en charge de la problématique « feux de forêt » se sont intensifiés : service départemental d'incendie et de secours (SDIS), office national des forêts (ONF) et direction départementale des territoires (DDT), direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) et les associations représentantes des sylviculteurs.

Enfin, c'est au cours du second semestre 2023, qu'il a été décidé de s'engager pleinement dans une démarche de DFCI avec la création d'un PDPFCI en lançant une étude sur le risque feux de forêt dans le département de la Corrèze.

3 – CADRE RÉGLEMENTAIRE ET TECHNIQUE

Loi du 10 juillet 2023, visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

Note du 26 juillet 2023 portant à connaissance la carte nationale de sensibilité aux feux de forêts et de végétation (hexagone et Corse).

Le contenu, la portée et le cadre d'élaboration du PDPFCI sont inscrits aux articles L. 133-2 et R. 133-1 à R. 133-11 du Code forestier.

La note du 4 mai 2023 n° IOME2308325J des ministres de l'Intérieur et des Outre-Mer, de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires indique qu'il est indispensable, au regard de l'expérience de l'année 2022, d'analyser l'augmentation du risque d'incendie de forêt. Elle précise que cette réflexion doit

s'intégrer dans un exercice plus ambitieux que constitue l'élaboration du PDPFCI.

L'instruction technique du 16 avril 2020 n° DGPE/SDFCB/2020-242 explicite le contenu du PDPFCI, propose un canevas général et définit le mode d'élaboration de ce plan.

L'instruction technique DGPE/SDFCB/2017-392 du 27/04/2017, relative aux conditions de financement, par des aides publiques (programme 149 du budget de l'État), de projets d'investissements relatifs à la défense des forêts contre les incendies (DFCI) est aussi à prendre en compte.

La création du PDPFCI de la Corrèze s'inscrit dans ce cadre réglementaire et technique. Le prestataire retenu pour son élaboration doit établir son offre et réaliser ses prestations conformément au Code forestier et à ces instructions.

Voir § 8 : les autres documents mis à disposition du prestataire.

4 – CONTENU DE L'ÉTUDE DE CARTOGRAPHIE DE L'ALÉA ET DU RISQUE INCENDIE DE FORÊT

Cette partie du marché recensera les zones soumises à l'aléa incendie, avec aléa subi et aléa induit, les zones à enjeux et les zones à risque (croisement aléa et enjeu).

Elle déterminera notamment les différents degrés d'intensité de l'aléa et de risque dans les massifs forestiers du département. Cette étude devra être cohérente avec le classement des massifs à risque des départements limitrophes.

La création des cartes de l'aléa et du risque incendie de forêt doit permettre plusieurs applications :

1. porter à connaissance l'aléa incendie de forêt aux communes afin de l'intégrer dans les documents d'urbanisme ;
2. prendre en compte l'aléa incendie de forêt dans les avis rendus, le cas échéant, sur les actes d'autorisation du droit des sols (ADS) et dans le cadre de l'instruction des autorisations de défrichement ;
3. servir de base à la mise à jour éventuelle des principes d'aménagement du schéma stratégique des équipements DFCI ;
4. servir de document de référence pour la création d'un PDPFCI ;
5. constituer un outil d'aide à la décision pour les communes pour définir leurs éventuels plans communaux de débroussaillage et leur plan communal de sauvegarde (PCS) ;
6. à prioriser / orienter les plans de contrôles relatifs aux obligations légales de débroussaillage (OLD) ;
7. servir de document de référence pour les modalités particulières de mise en œuvre des OLD (autour des parcs photovoltaïques, terrains de camping, espaces protégés...)

Elle comprendra :

- un rapport de présentation avec la méthode utilisée, les données ainsi que les résultats ;
- des documents graphiques avec cartographie :
 - de l'aléa subi,

- de l'aléa induit,
- des enjeux,
- du risque.

Tous les documents respecteront les consignes de format citées à l'article 6 du présent CCTP, notamment les documents cartographiques seront réalisés sous système d'information géographique (formats issus de QGIS) et conforme aux standards COVADIS.

Les cartes obtenues présenteront les résultats à l'échelle communale sur fond de plan cadastral (échelle 1/5000) ainsi qu'à l'échelle intercommunale et départementale. Les cartes devront être rendues lisibles pour les utilisateurs selon l'outil Géo-IDE Carto2 de la DDT19.

5 – CONTENU DE L'ÉTUDE DE CRÉATION D'UN PDPFCI

Cette partie du marché consistera en la rédaction d'un PDPFCI. Elle comprendra l'évaluation de la stratégie et des actions départementales en matière de prévention, un document d'orientation, un bilan technique et financier et des représentations cartographiques.

Le PDPFCI de la Corrèze comprendra l'ensemble des éléments contenus dans le cadre type de l'instruction technique n° 2020-242 du 16 avril 2020.

Le plan de protection des forêts contre les incendies comprendra le rapport de présentation et le document d'orientation assorti de documents graphiques.

Analyse du risque et définition des massifs forestiers

Le PDPFCI doit comporter une analyse du risque et une définition des massifs forestiers. Une part importante du travail d'analyse sera réalisée avec la création des cartes d'aléa et du risque incendie de forêt dans le département de la Corrèze.

Définition des stratégies à mettre en œuvre en matière de prévention, de surveillance et de lutte

Le PDPFCI doit comporter une définition des stratégies à mettre en œuvre, au moyen de fiches actions, structurées suivant les quatre groupes suivants :

- 1 – actions visant à réduire le nombre de feux ;
- 2 – actions visant à limiter l'extension des feux ;
- 3 – actions visant à limiter la vulnérabilité des biens matériels ;
- 4 – actions d'accompagnement.

L'élaboration du PDPFCI portera sur le document d'orientation, comprenant l'établissement des fiches actions, qui doivent être décrites, quantifiées et priorisées.

Ce document d'orientation sera issu d'une étroite concertation avec les partenaires de la politique DFCI du département. La DFCI est en effet une politique partenariale, mobilisant de multiples acteurs. Le PDPFCI doit être pour les partenaires à la fois un cadre stratégique de travail futur, partagé et approuvé collectivement, qui intègre et valorise les

contributions de chacun.

La concertation visera à ce que l'ensemble des actions soient définies avec pertinence technique, pragmatisme, efficience, eu égard aux moyens techniques, financiers et humains à mobiliser par les partenaires pour leur mise en œuvre.

Le plan comprendra enfin un bilan technique, financier et budgétaire du nouveau PDPFCI.

Les documents graphiques à établir au titre du plan de protection des forêts contre les incendies viendront illustrer et compléter le rapport de présentation et le document d'orientation. Ils constituent une image du territoire au moment de l'établissement du plan.

Ils seront constitués à partir d'un système d'information géographique départemental dont les couches de données pourront être facilement échangées, entre les acteurs de la prévention et de la lutte contre les incendies.

Les cartes à inclure dans le PDPFCI sont a minima les suivantes :

- carte des massifs forestiers et des zones sensibles aux incendies de forêts (fort, moyen, faible) ;
- carte des espaces situés à moins de 200 mètres de terrains en nature de bois, forêts, landes, plantations et reboisements ;
- carte des équipements DFCI à réaliser incluant les équipements existants ;
- carte du plan d'action OLD.

L'ensemble de ces cartes feront l'objet d'un atlas de travail à l'échelle appropriée.

L'unité territoriale de référence en matière d'aménagement du territoire devra être validée en COTECH.

6 – RENDU DE L'ÉTUDE

Les documents de rendu de l'étude sont composés de :

6.1 – Pour la cartographie de l'aléa et du risque :

- un rapport de présentation avec la méthode utilisée, les données ainsi que les résultats,
- des bases de données et documents graphiques avec cartographie et fichiers au format SIG :
 - de l'aléa subi ;
 - de l'aléa induit ;
 - des enjeux ;
 - du risque.

6.2 – Pour le PDPFCI :

- un document final illustré en couleur, le PDPFCI, auquel seront annexées les cartes produites ;
- un document annexe reprenant les documents produits au cours de l'étude qui ne peuvent pas être intégrés au PDPFCI (CR de réunions, analyses, etc) ;
- les bases de données et documents cartographiques créés au cours de l'étude en format Système d'Information Géographique ;
- un diaporama de présentation du PDPFCI destiné à permettre au commanditaire

de communiquer sur celui-ci, y compris sur son élaboration.

6.3 – En commun pour les 2 parties du marché :

Tous les documents papier seront produits en 5 exemplaires reliés plus un original non relié reproductible.

Ils seront aussi communiqués sur support numérique, dans les formats suivants :

- les textes : Libre-Office – Writer, en format .odt natif ;
- les tableaux : Libre-Office – Calc, en format .ods natif ;
- le diaporama : Libre-Office - Impress en format .odp natif ;
- les données et cartographies sous SIG : QGIS (couches format .shp et projet format .qgs) dans le système géodésique français légal RGF93 / lambert 93 (EPSG : 2154) , encodage UTF8 ;
- les photos et illustrations de l'étude : images en .jpg 300 dpi ;
- l'ensemble des documents communiqués dans les formats ci-dessus ainsi qu'en format .pdf.

Remarque : les documents devront être créés au format Libre-Office, et non être le résultat d'une conversion en ce format depuis un autre format.

7 – DÉROULEMENT ET SUIVI DE L'ÉTUDE

La cartographie de l'aléa et du risque ainsi que le plan départemental de protection des forêts contre les incendies sont élaborés sous la responsabilité du préfet de la Corrèze.

Celui-ci confie la direction du projet à la directrice départementale des territoires.

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours est étroitement associé à cette élaboration, notamment pour ce qui relève de ses attributions (article R. 133-6 du Code forestier).

La direction départementale des territoires (DDT) de la Corrèze est le maître d'ouvrage de l'opération.

Direction départementale des territoires (DDT) de la Corrèze
Service Eau et Environnement
Place Martial Brigouleix
19 000 TULLE
Courriel : ddt-seper-risques-hydraulique@correze.gouv.fr

Le prestataire de service a en charge la responsabilité de l'étude, conformément au présent cahier des charges.

Il désigne au sein de sa structure, un chargé d'étude, qui est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage pour le suivi de l'étude.

Le chargé d'étude assure l'animation de la procédure de concertation et de communication durant le déroulement de l'étude.

7.1 – PILOTAGE DE L'ÉTUDE

Un comité technique sera constitué, comprenant *a minima* la DDT19 (maître d'ouvrage de la présente étude), le SDIS, l'ONF et le CNPF.

Cependant, des experts d'un domaine concerné, pourront également participer aux séances de travail. Il sera réuni de façon mensuelle (avec possibilité d'annuler ponctuellement les comités s'ils ne sont pas nécessaires), afin de valider la méthode puis les résultats de l'étude.

Ce comité technique se réunira une première fois lors de la réunion de lancement de l'étude.

Le comité de pilotage, présidé par le préfet, aura pour mission d'accompagner et de valider les travaux du bureau d'études. Il comprendra un représentant des structures suivantes :

- Préfecture de la Corrèze, Service Interministériel de Protection Civile (SIDPC) ;
- Direction Départementale des Territoires de la Corrèze (DDT) ;
- Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Corrèze (SDIS) ;
- Conseil Départemental de la Corrèze (CD19) ;
- Office National des Forêts (ONF) ;
- Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) ;
- Direction Régionale de l'Agriculture, et l'Alimentation et de la Forêt (DRAAF) ;
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) ;
- Groupement de Gendarmerie de la Corrèze ;
- Direction Départementale de la Sécurité Publique ;
- Office français de la Biodiversité, service départemental de la Corrèze (OFB) ;
- Service départemental de Météo-France ;
- Chambre d'Agriculture de la Corrèze ;
- Collectivités territoriales concernées et leurs groupements
- Association des maires de la Corrèze (ADM19) ;
- Association des maires ruraux de la Corrèze (AMR19)
- Association Régionale de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI NA)
- Parc Naturel Régional de Millevaches ;
- FRANSYLVA- union régionale limousin ;
- Office du tourisme corrézien ;
- Association des communes forestières ; syndicats forestiers à préciser en tant que de besoin.

Chaque organisme désignera un référent chargé d'assister aux réunions du comité de pilotage.

Des groupes de travail thématiques pourront être constitués dont la composition sera fixée en fonction du thème.

En amont de la rédaction finale du PDPFCI, deux groupes de travail seront constitués dont l'objectif sera de communiquer auprès des élus et de la population. Les thèmes seront les suivants :

- l'aménagement des pistes ;
- les ressources en eau.

Les membres de ces deux groupes seront constitués par des référents issus des structures :

- Direction Départementale des Territoires de la Corrèze (DDT) ;
- Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Corrèze (SDIS) ;
- Conseil Départemental de la Corrèze (CD19) ;
- Association des maires de la Corrèze (ADM19) ;
- Service départemental de Météo-France ;
- Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)

Les EPCI seront choisis en fonction du classement des massifs à risque pour lesquels le risque a été classé en risque fort.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être modifiée selon les besoins.

Le bureau d'étude aura la charge d'organiser et d'animer (convocations, documents préparatoires, relevés de décisions), les réunions du comité de pilotage, du comité technique et des groupes de travail thématiques constitués si nécessaire.

En plus de ces réunions, des rencontres particulières entre le chargé d'étude et certains membres du comité technique ou de la DDT peuvent être organisées durant l'étude, à l'initiative du chargé d'étude, en concertation avec le maître d'ouvrage.

Un tableau de bord prévisionnel décrivant les étapes du déroulement de l'étude accompagné d'un échéancier des réunions du comité de pilotage et des réunions techniques sera réalisé par le bureau d'étude. Celui-ci sera soumis à l'approbation du comité technique tant lors de sa création que lors d'éventuelles modifications. Ce tableau de bord établi dès le début de l'opération sera mis à jour avant chaque réunion de ces comités. Ce document permettra aux membres du comité de pilotage de suivre l'avancement de l'étude.

Le tableau de bord et les documents soumis à la validation du comité de pilotage devront être envoyés par le chargé d'étude à tous les membres du comité de pilotage au minimum **dix jours avant chaque réunion**, avec les documents nécessaires à la réunion.

Les COPIL et les réunions thématiques si nécessaire, seront précédés d'une réunion préparatoire avec le maître d'ouvrage, laquelle pourra se faire en visioconférence contrairement aux COPIL où le format présentiel est obligatoire.

Suite à chacune des réunions (groupe de travail et COPIL) le chargé d'étude aura la charge de **rédiger un relevé de décisions** et de le transmettre, après validation par le maître d'ouvrage, à tous les membres du comité de pilotage.

7.2 – ÉTAPES DE VALIDATION

Les résultats de la cartographie de l'aléa et du risque seront validés par le comité technique défini plus haut dans un délai d'un mois. Les modifications qui pourront être demandées dans ce cadre sont incluses dans la prestation.

Le projet de PDPFCI devra être approuvé par le comité de pilotage créé pour son élaboration.

Le projet de plan sera ensuite soumis, par le préfet, en premier lieu à l'avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendies de forêt du département puis à la commission consultative départementale sécurité et accessibilité (CCDSA).

Il sera ensuite soumis à l'avis des collectivités territoriales concernées et à leurs groupements, puis à celui de la commission régionale de la forêt et du bois (CRFB).

Ces étapes de validation sont susceptibles de nécessiter des reprises du projet par le prestataire, elles sont incluses au présent marché.

7.3 – DÉLAI

A la fin de la tranche ferme, la décision d'affermir ou non la tranche optionnelle constituera un point d'arrêt.

Le délai maximal du marché est fixé à 18 mois. **La tranche ferme visant à établir une cartographie de l'aléa et du risque est un prérequis pour le classement des massifs. La demande de classement s'effectuera au mois de septembre 2025. Par conséquent, le rapport de présentation, ainsi que la carte d'aléa et de risque, doivent absolument être finalisés au début du mois de mai 2025 afin de pouvoir, par la suite, lancer une concertation avec les parties prenantes.**

8 – DOCUMENTS MIS À LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Les documents suivants sont mis à disposition du bureau d'étude :

- document de synthèse régionale établissant la carte d'identité du risque feu de forêt à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine ; - arrêté préfectoral réglementant l'emploi du feu (DDT) ;
- cartographie de l'Aléa « Feux de Forêt » de 2024 ;
- cartographie des Enjeux de 2024 ;
- cartographie des Risques de 2024 ;
- Plan départemental des Risques Majeurs (DDRM) du 24 mars 2023 :
<https://www.correze.gouv.fr/Action-de-l-Etat/Securite-et-protection-des-populations/Securite-Civile/Risques-naturels-et-technologiques/Les-risques-majeurs-en-Correze/Le-dossier-departemental-des-risques-majeurs>.

Les données suivantes pourront être mises à disposition du bureau d'étude par convention :

- BD Ortho ;
- scan 25 ;
- couche de l'aléa « Feux de forêt » 2024 ;
- couche des enjeux « Feux de forêt » 2024 ;
- couche du risque « Feux de forêt » 2024.

Et autres couches nécessaires à l'étude.

Les données LIDAR brutes, acquises par l'IGN dans le cadre du plan de relance, sont disponibles en téléchargement via ce lien :

<https://geoservices.ign.fr/lidarhd#telechargement>

Par ailleurs, le sujet de la défense des forêts contre l'incendie fait l'objet de nouvelles

productions à l'échelle nationale. Celles-ci seront mises à la connaissance du prestataire au fur et à mesure de leur production. Les travaux menés devront tenir compte de ces données.

(lieu) , le (date).....
.....

Mention manuscrite

« Lu et approuvé »

Signature

Annexe 1 du CCTP

Contenu du rapport du PDPFCI

Le rapport de présentation du plan de protection des forêts contre les incendies comportera (réf : instruction technique MASA n°DGPE/SDFCB/2020-242 du 16 avril 2020) :

1. ANALYSE DU RISQUE et DÉFINITION DES MASSIFS

Cette analyse porte sur l'ensemble de l'espace combustible (forêts et espaces forestiers, espaces naturels, terres agricoles délaissées....).

1.1 Analyse statistique

1.1.1 Pression d'incendie : nombre, surface, localisation et typologie des incendies de forêt

1.1.2 Répartition des incendies dans le temps : répartition mensuelle (feux d'hiver, feux d'été), répartition horaire

1.1.3 Analyse de l'évolution des incendies, notamment au regard du changement climatique : augmentation des feux sur certains secteurs, de certains types de feux ...

Mêmes analyses sur les feux de végétation.

1.1.4 Les causes d'incendie

1.2 Analyse de l'aléa

1.2.1 L'aléa induit

1.2.2 L'aléa subi

1.3 Analyse des enjeux

1.3.1 Les enjeux humains avec les relations forêt/urbanisme, les interfaces zones habitées/zones naturelles

1.3.2 Les enjeux environnementaux

1.3.3 Les enjeux forestiers

1.4 Découpage du département en massifs DFCI

1.4.1 Principes du découpage

1.4.2 Définition et cartographie des massifs forestiers

1.4.3 Organisation de la maîtrise d'ouvrage en cas de mise en place de plans de massifs

1.4.4 Délimitation des massifs forestiers soumis à des risques faibles

2. ÉVALUATION DES STRATÉGIES MISES EN ŒUVRE EN MATIÈRE DE PRÉVENTION, DE SURVEILLANCE ET DE LUTTE

2.1 Description et évaluation de la stratégie départementale et des actions menées en faveur de la connaissance des causes et de la prévision

2.1.1 La Recherche et l'analyse des causes

- l'identification des causes et la progression de la connaissance
- la tenue des fichiers statistiques, l'alimentation de la BDIFF

2.1.2 Les retours d'expérience (RETEX)

- nombre de RETEX effectués
- enseignement des RETEX réalisés

2.1.3 La prévision du risque

- la prévision quotidienne du risque
- le partenariat avec Météo France

2.1.4 La prévention spatiale du risque à travers

- (i) les plans de massif (existence, contenu, qualités, apports et limites)
- (ii) les PPRIF le cas échéant

2.2 Description et évaluation de la stratégie départementale et des actions menées en faveur de l'information des publics

- 2.2.1 Les actions ciblées : identification des publics choisis, actions menées et résultats
- 2.2.2 Les actions tout public : actions menées et résultats
- 2.3 Description et évaluation de la stratégie départementale et des actions menées en matière de résorption des causes
 - 2.3.1 La réglementation de l'emploi du feu
 - 2.3.2 L'élimination des dépôts d'ordures sauvages
 - 2.3.3 L'action sur les travaux agricoles
 - 2.3.4 L'action sur les autres travaux professionnels
 - 2.3.5 L'action sur les lignes électriques
 - 2.3.6 L'action sur les réseaux de transport ferroviaire
 - 2.3.7 L'action sur les réseaux de transport routier
 - 2.3.8 L'action sur les feux accidentels liés à l'activité des particuliers
 - 2.3.9 L'action sur les feux criminels
 - 2.3.10 L'action sur les écobuages

2.4 Description et évaluation de la stratégie départementale et des actions menées en matière de surveillance

- 2.4.1 Le dispositif préventif terrestre
 - Le dispositif de guet fixe
 - Le dispositif de télésurveillance
 - Le dispositif de guet armé terrestre : composition, rôle des différents acteurs
 - Les autres patrouilles : mission, organismes impliqués, intégration dans l'ordre d'opération départemental
 - Le pilotage du dispositif préventif
- 2.4.2 Le guet aérien

2.5 Description et évaluation de la stratégie départementale et des actions menées en faveur de la lutte contre les incendies

- 2.5.1 La création, la mise aux normes, la fiabilisation et la sécurisation juridique des infrastructures destinées à la lutte
 - La desserte : examen par massif de la qualité de positionnement et des caractéristiques des pistes au regard de l'analyse de risque de feux et de la stratégie prévention/lutte, évaluation de leurs qualités opérationnelles et de leur statut juridique
 - La disponibilité en eau et la défense extérieure contre l'incendie
 - Les débroussaillages de sécurité et les zones d'appui à la lutte (ZAL)
 - La signalisation des infrastructures de DFCI
- 2.5.2 Les coupures de combustible et les actions concertées d'aménagement du territoire
 - bilan des coupures stratégiques inter-massifs ou intra-massifs (grandes coupures) ;
 - bilan des opérations couplant un intérêt DFCI et une opportunité agricole concrétisées par la conclusion d'un contrat.
- 2.5.3 Les actions en faveur de la gestion durable des forêts et de la valorisation des produits forestiers
- 2.5.4 Les systèmes d'information et les outils cartographiques

- les SIG et outils d'aide à la décision
 - les supports cartographiques mis à disposition des services de prévention et de lutte
- 2.5.5 Le dispositif de lutte
- les moyens
 - la chaîne de commandement et la gestion des interventions
 - l'ordre préfectoral d'opération
- 2.5.6 L'adéquation des moyens de lutte et des infrastructures DFCI mises à leur disposition

2.6 Description et évaluation de la stratégie départementale et des actions menées pour limiter la vulnérabilité des zones à enjeux forts

- 2.6.1 Le débroussaillage obligatoire des constructions (les obligations légales de débroussaillage OLD)
- 2.6.2 Le débroussaillage obligatoire des voies ouvertes à la circulation publique
- 2.6.3 Le cas particulier des campings et des enjeux très vulnérables
- 2.6.4 L'auto-protection des peuplements forestiers
- 2.6.5 Autres mesures (fermeture des massifs, écobuage...)

2.7 Description et évaluation des actions de coordination et de suivi

- 2.7.1 Organisation de la coopération entre les services
- 2.7.2 Cohérence des actions menées en faveur de la prévention et de la lutte : actions générales, phase d'alerte, opérations de prévention et de lutte sur les incendies déclarés
- 2.7.3 Planification des actions par massif et programmation financière
- 2.7.4 Gestion des bases de données partagées
- 2.7.5 Suivi du plan en vigueur – Tableau de bord
- 2.7.6 Articulation avec les schémas, plans et programmes de niveau départemental ou régional : cohérence, coordination, complémentarité, appui aux projets de territoire

2.8 Description et évaluation des actions transversales

- 2.8.1 Recherche et expérimentations
- 2.8.2 Formation des acteurs (élus, cellules RCCI, cellule brûlage dirigé, patrouilleurs, guetteurs, CCFF...)

2.9 Description et évaluation des actions de remise en état et de reconstitution après incendie

Évaluation des principales actions mises en œuvre au cours des dernières années

2.10 Diagnostic synthétique par massif

Cette partie synthétique par massif décrit et analyse l'ensemble des éléments issus du diagnostic et de l'analyse qui précèdent, en les classant les uns par rapport aux autres en termes de niveau de risque qui dictera la stratégie et le niveau d'équipements :

- les éléments issus des analyses des aléas et des enjeux, en particulier ce qui relève
 - (i) de l'analyse de l'urbanisme et des interfaces espaces naturels/espaces habités
 - (ii) de l'analyse des enjeux environnementaux
- les éléments d'assiette de stratégie de lutte
- les équipements de prévention existants, leur état d'opérationnalité et leur statut juridique

- les actions menées au cours de la période précédente

Ce diagnostic synthétique nourrit le plan de massif qui sera établi le cas échéant dans le cadre du plan d'action.

3. DOCUMENT D'ORIENTATION : Plan d'action départemental pour les objectifs ciblés découlant du diagnostic et de l'analyse qui précèdent

Introduction : synthèse du diagnostic départemental, définition des axes prioritaires d'intervention, présentation de la gouvernance en mode projet retenue pour élaborer puis piloter le plan et assurer son suivi.

3.1 Description des actions à mener en faveur de la connaissance des causes et de la prévision

- 3.1.1 La Recherche et l'analyse des causes
 - la formation des personnels
 - la recherche des causes et circonstances des incendies
 - la tenue des fichiers statistiques, l'alimentation de la BDIFF
- 3.1.2 Les retours d'expérience
- 3.1.3 La prévision du risque
 - la prévision quotidienne du risque
 - le partenariat avec Météo France
- 3.1.4 La prévention spatiale du risque à travers
 - les plans de massif
 - les Plans de Prévention des Risques Naturels Incendies de Forêt et la procédure du Porter à connaissance/cartes d'aléas

3.2 Description des actions à mener en faveur de l'information du public

- 3.2.1 Les actions ciblées
- 3.2.2 Les actions tout public

3.3 Description des actions à mener en matière de résorption des causes

- 3.3.1 La réglementation de l'emploi du feu
- 3.3.2 L'élimination des dépôts d'ordures à risque
- 3.3.3 L'action sur les travaux agricoles
- 3.3.4 L'action sur les autres travaux professionnels
- 3.3.5 L'action sur les lignes électriques
- 3.3.6 L'action sur les réseaux de transport ferroviaire
- 3.3.7 L'action sur les réseaux de transport routier
- 3.3.8 L'action sur les feux accidentels liés à l'activité des particuliers
- 3.3.9 L'action sur les feux criminels
- 3.3.10 L'action sur les écobuages

3.4 Description des actions à mener en matière de surveillance

- 3.4.1 Le dispositif préventif terrestre
 - le dispositif de guet fixe
 - le dispositif de télésurveillance
 - le dispositif de guet armé terrestre
 - les autres patrouilles : mission, organismes impliqués
 - le pilotage du dispositif préventif
- 3.4.2 Le guet aérien
- 3.4.3 L'intégration des acteurs dans l'ordre d'opération départemental

3.5 Description des actions à mener en faveur de la lutte contre les incendies

3.5.1 La création, la mise aux normes, la fiabilisation, la sécurisation juridique, la priorisation et l'échéancier de réalisation des infrastructures destinées à la lutte

- la desserte
- la disponibilité en eau et la défense extérieure contre l'incendie
- les débroussailllements de sécurité
- la signalisation des infrastructures DFCI

3.5.2 Les actions concertées d'aménagement du territoire

- les coupures stratégiques inter-massifs
- les coupures stratégiques intra-massifs (grandes coupures)

3.5.3 Les actions en faveur de la gestion durable des forêts et de la valorisation des produits forestiers

3.5.4 Les systèmes d'information et les outils cartographiques

- les SIG et outils d'aide à la décision
- les supports cartographiques mis à disposition des services de prévention et de lutte

3.5.5 Le dispositif de lutte

- les moyens
- la chaîne de commandement et la gestion des interventions
- l'ordre préfectoral d'opération

3.5.6 L'adéquation des moyens de lutte et des infrastructures DFCI mises à leur disposition

3.6 Description des actions à mener pour limiter la vulnérabilité des zones à enjeux forts

3.6.1 Le débroussailllement obligatoire des constructions (les obligations légales de débroussailllement OLD)

3.6.2 Le débroussailllement obligatoire des voies ouvertes à la circulation publique

3.6.3 Le cas particulier des campings et des enjeux très vulnérables

3.6.4 L'auto-protection des peuplements forestiers

3.6.5 Autres mesures

3.7 Description des actions à mener en matière de coordination et de suivi

3.7.1 Organisation de la coopération entre les services

3.7.2 Cohérence des actions menées en faveur de la prévention et de la lutte

3.7.3 Gestion des bases de données partagées

3.7.4 Suivi du plan en vigueur – Tableau de bord

3.7.5 Articulation avec les schémas, plans et programmes de niveau départemental ou régional

3.8 Description des actions transversales à mener

3.8.1 Recherche et expérimentations

3.8.2 Formation professionnelle

3.9 Principes de remise en état et de reconstitution après incendie

3.10 Le PDPFCI à l'échelle des massifs

Ce paragraphe ajoute à la description et à la représentation cartographique issues du diagnostic

synthétique par massif (§ 2.10 ci-dessus) les éléments programmés par le Plan, en particulier :

- les décisions d'amélioration de la gestion entre zones naturelles et zones habitées : communes où seront systématiquement établis, adressés à la commune ou à l'intercommunalité concernée une carte d'aléas et un porter à connaissance ;
- les modalités et calendrier de contrôle « massifié » des OLD ;
- les équipements de prévision et de prévention à installer ou conforter, ainsi que les modalités ;
- et le calendrier d'entretien des équipements existants
- les éléments pour un développement durable et l'auto-protection des massifs forestiers : les modalités de la maîtrise d'ouvrage y seront précisées.

4. BILAN TECHNIQUE, FINANCIER ET BUDGÉTAIRE DU NOUVEAU PPFCI

- Tableaux de synthèse reprenant les actions inscrites au programme, leur coût estimé, les moyens humains nécessaires, les objectifs, indicateurs et valeur cible. Le tableau budgétaire hiérarchisera les actions compte tenu des moyens disponibles ;
- Tableau dressant le cadre du suivi annuel du PDPFCI (tableau de bord des actions réalisées, en cours, à faire, ...).

5. REPRÉSENTATIONS CARTOGRAPHIQUES

5.1. Carte des zones situées à moins de deux cents mètres de terrains en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigue, plantations et reboisements.

Échelle 1/5 000^e

5.2. Carte d'aléas, d'enjeux et du risque d'incendie de forêt pour les territoires qui y sont exposés et ceux qui le génèrent.

Échelle 1/25 000^e

5.3. Carte des aménagements et des équipements préventifs existants, et ceux qui sont à modifier ou à créer durant le plan

Échelle 1/25 000^e

5.4. Carte d'aménagement du territoire, de valorisation des forêts et des OLD :

- actions d'aménagement du territoire existantes et à installer
- plan d'action OLD

Échelle 1/25 000^e

5.5. Carte des territoires à doter potentiellement en priorité d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles et des PAC/cartes d'aléas.

Échelle 1/25 000^e

Les cartes seront claires, homogènes ; elles respecteront le vocabulaire commun et la sémiologie graphique pour la Corrèze.